

BORREL :
UN JUGE
ASSASSINÉ

Samedi 14 octobre 2006
à partir de 19h
à l'Espace Jean Vilar
Arcueil

Soirée-débat

autour du livre

Mon mari, juge, assassiné

Éditions Flammarion/2006/d'Elisabeth Borrel

Dédicace à 19h



et du film

Juge Borrel :

Révélation sur un suicide impossible

France/2002/documentaire de Nicolas Bernard

Projection à 20h

Débat à 21h15 en présence de

Madame Elisabeth Borrel

et Monsieur Nicolas Bernard

BORREL : UN JUGE ASSASSINÉ

En 1995 l'opinion publique apprenait le décès inexplicable d'un magistrat, Monsieur Bernard Borrel, à Djibouti...

Tous ceux qui combattent depuis toujours les méfaits du colonialisme et ses derniers avatars : la françafrique et la mafiafrique ont été sur le champ convaincus que "ce décès inexplicable" du juge Borrel tout d'abord et devenu "suicide" ensuite était en réalité un assassinat...

Depuis le début ces hommes et ces femmes combattants se sont rangés aux côtés de Mme Elisabeth Borrel, la veuve du juge Borrel qui avec

un immense courage s'est mise à batailler contre les tenants de la version du "suicide" de son époux : les autorités politiques et judiciaires françaises.



Mme Borrel et le journaliste Bernard Nicolas ont écrit le récit de son combat de ces 11 dernières années, cet ouvrage est publié chez Flammarion est intitulé **Un juge assassiné**. Le 14 octobre 2006, Mme Borrel nous fait l'immense honneur de sa présence pour une soirée projection débat à

l'Espace Jean Vilar d'Arcueil. A l'issue de la projection de l'intégralité du documentaire réalisé par des journalistes de l'émission 90 minutes (disparue de nouvelle grille de rentrée de Canal+) dont Nicolas Bernard, Mme Borrel dédicacera son ouvrage aux participants de la soirée. Le documentaire de 90 minutes intitulé **Juge Borrel : Révélation sur un suicide impossible** est diffusé pour la première fois sur grand écran, grâce à l'Espace Jean Vilar d'Arcueil.

Espace Jean Vilar

1, rue Paul Signac 94110 Arcueil
Renseignements, réservations :

Tél. 01 41 24 25 55

Plein tarif 5,20€ / Tarif réduit 4,75€

Le courage obstiné d'une veuve, la solidarité d'une partie de ses collègues, l'obstination de ses avocats, l'appui de quelques journalistes et de citoyens scandalisés par un mensonge d'Etat ont fini par faire éclater la vérité : le juge coopérant Bernard Borrel a été assassiné en octobre 1995 à Djibouti.

BORREL : LA NOUVELLE AFFAIRE DREYFUS

Du coup, tous les témoignages d'exilés de Djibouti énonçant précisément les conditions de cet assassinat et la responsabilité directe de l'actuel Président de ce protectorat militaire français, Ismël Omar Guelleh, prennent tout leur sens. On ne pourra plus éviter de s'interroger sur la culpabilité de ce policier tortionnaire, ni sur le pourquoi de la protection d'une dictature mafieuse par un certain nombre de responsables politiques et militaires français.

Le plus insupportable reste évidemment qu'un certain nombre de magistrats, de policiers et d'experts ont, sur ordre, maintenu durant sept ans la version du suicide. Quitte à salir la victime, désespérer sa veuve et ses enfants. La série de rapports tronqués ou truqués, d'analyses escamotées ou biaisées, fait irrésistiblement penser à l'affaire Dreyfus dans l'ombre de la françafrique, militaro-politique. Sera-t-elle l'occasion du même sursaut civique ? Rompra-t-elle enfin le consensus de la gestion néocoloniale, empreinte de racisme, d'une partie de l'Afrique le plus long scandale de la République ?

Communiqué de F.-X. Verschave, 02/12/2002

Soirée organisée
en partenariat avec



Survie est une association loi 1901 qui mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud **3 trois objectifs :**

La réforme de la politique française de coopération
Survie milite pour le démantèlement de la "françafrique" (volet occulte de la politique de la France en "AFRIC" et pour l'établissement de relations franco-africaines justes et transparentes et démocratiques.

La lutte contre l'impunité et la banalisation du génocide
Survie milite notamment pour que toute la vérité soit faite sur l'implication de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda.

La promotion des biens publics mondiaux

Survie milite en faveur de l'accès de tous, nord comme sud, aux biens publics(santé, alimentation, justice, etc..)